



Décision individuelle N° 2023-117

Pétitionnaire : Arthur Bayle, Doctorant CNRS au Laboratoire d'Ecologie Alpine (LECA)

Adresse : 199 Allée du Fier, 74000 ANNECY

Nature de la demande : atteinte, prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du parc national d'espèces végétales non cultivées.

Intitulé du projet : Projet HERITAGE

Localisation : Vallée du Haut Var et Cians, vallon de Roche-Trouée

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 07 juin 2023 par Monsieur Arthur BAYLE, fonction du demandeur ;

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du Parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'établissement public,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

Arthur Bayle, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à prélever, détenir, transporter et le cas échéant, emporter en dehors du cœur de Parc national, des espèces végétales dans le cadre d'un projet scientifique mené dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Le projet HERITAGE, pour lequel cette autorisation de prélèvement est délivrée, s'inscrit dans un ensemble d'actions de recherche portées par le Laboratoire d'Ecologie Alpine (Univ. Grenoble Alpes, CNRS) sur un grand site Cayolle. Elles ont débuté en 2021 avec un financement du programme Chercheurs en résidence et se poursuivent actuellement avec un projet ANR (projet ANR TOP) et des projets financés par la Zone Atelier Alpes (projet Stroumph et HERITAGE). Les questions abordées concernent les relations entre l'usage des sols (ancien et actuel), les changements bioclimatiques et la dynamique des biodiversités. Cette demande de prélèvement vise à continuer l'effort de terrain visant à améliorer notre compréhension des

dynamiques forestières en Ubaye. Entamé lors d'un terrain en septembre 2022 au vallon de Braissette, Le protocole couplant imagerie satellite et dendroécologie serait étendu au vallon de Roche-Trouée, sur la commune d'Entraunes-Estenc. L'objectif est de mieux mettre en lien les dynamiques forestières avec les pratiques pastorales car le site de Roche-Trouée est mis en défens de pâturage depuis les années 1984, permettant une comparaison directe avec le vallon de Braissette pour lequel la pression de pâturage n'a pas cessé jusqu'à nos jours.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Identité des personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire*

2.1. Les personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire et autorisées par la présente à réaliser les prélèvements sont les suivantes :

- Philippe CHOLER
- Baptiste NICOUD
- Arthur BAYLE

- *Espèces ciblées et méthodes de capture*

2.2. Hors espèces protégées, les spécimens autorisés à la collecte durant la campagne d'inventaire/suivi sont :

- *Larix decidua* : prélèvement de carottes de bois (une/deux carotte(s) par individu
- *prélèvement de 200 individus le long du gradient d'altitude (nombre de prélèvements différent selon l'altitude afin de l'imiter l'impact de l'étude)*
- *carottage sur les individus de taille supérieur à 1,50 m*
- *les individus < à 1,50 m seront coupés : estimation de prélèvement de 50 individus*

La population du vallon a été estimée à environ 40 000 individus sur le vallon en 2018 (estimation basse par photo-interprétation). Le carottage d'individus de taille supérieur à 1,50 m n'induit aucune perturbation. En vue de limiter l'impact de l'étude, le nombre d'individus prélevé sera revu à la hausse ou baisse en fonction de la population observée sur site.

2.3. Le matériel et les méthodes autorisés pour la capture des spécimens sont les suivants :

- *prélèvement des carottes de bois à la tarière de Pressler*
- *prélèvement des individus <1,5 m avec une scie/ sécateur*
- *géolocalisation des arbres prélevés et carottés avec un GPS GARMIN*
- *le matériel sera transporté à dos en partant du Refuge la Cantonnière jusqu'aux sites de prélèvement*

- *Prescriptions relatives à la transmission des données d'inventaire*

2.4. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections :

- un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches (comprenant liste d'espèces commentée, commentaires sur les écosystèmes prospectés et préconisations relatives à la gestion des milieux) ;

- une compilation de l'intégralité de ses données dans le format prédéfini (cf. annexe 4). Ces données seront par la suite intégrées dans la base de données du Parc national du Mercantour, via l'outil GeoNature. Les données seront alors diffusables, à la géolocalisation précise (X,Y), au SINP et considérées comme données publiques. Le Parc National du Mercantour sera l'organisme gestionnaire de la donnée. Les données pourront également être saisies via une formulaire de saisie accessible sur Internet (module Octax de GeoNature), sur simple demande.

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision*

2.5. Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.6. Une version numérique de toute publication liée au projet devra être transmise au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- *Prescription relative à l'information préalable des services territoriaux du Parc national*

2.7. Le bénéficiaire devra obligatoirement se présenter aux chefs ou adjoints des services territoriaux concernés (liste et coordonnées en annexe 2) avant d'engager toute opération, notamment toute installation de piège ou instrument de mesure, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

- *Prescriptions relatives au public*

2.8. Le bénéficiaire devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'établissement public du parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire*

2.9. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera l'un des services territoriaux listés en annexe 2 en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Article 3 : Durée - localisation

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du **26 juin 2023 au 30 juin 2023** sur la vallée du Haut-Var et Cians.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 20 juin 2023

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial « Haut-Var et Cians »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.